

CÉSECÉM



LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL,
ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE
ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES



Le grand
débat national

28 Février 2019
à TROPIQUES-ATRIUM,
Scène Nationale de Martinique
| salle Frantz Fanon

THÈMES

Démocratie et citoyenneté
Organisation de l'Etat et des services publics
Fiscalité et les dépenses publiques
Transition écologique

17h > 22h

Le Conseil Economique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Education de Martinique (CÉSECÉM)



La Martinique constitue une collectivité territoriale de la République régie par l'article 73 de la constitution qui exerce les compétences attribuées à un département d'outre-mer et à une région d'outre-mer et toutes les compétences qui lui sont dévolues par la loi pour tenir compte de ses caractéristiques et contraintes particulières.

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) succède au département de la Martinique et à la région de Martinique dans tous leurs droits et obligations.

Les organes de la Collectivité Territoriale de Martinique comprennent l'assemblée de Martinique et son président, le conseil exécutif de Martinique et son président, assistés du CÉSECÉM et de son président.

L'organisation et la composition du CÉSECÉM sont arrêtées par les dispositions du décret n°2015-1666 du 11 décembre 2015, portant application de la loi 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités de Guyane et de Martinique.

Le CÉSECÉM est constitué de 68 membres répartis en deux sections. Une section économique, sociale, environnementale composée de 45 membres, comprenant 15 représentants des entreprises et des activités professionnelles non salariées, 15 représentants des organisations syndicales de salariés et de la fonction publique représentatives au niveau de la Martinique, 7 représentants des organismes qui participent à la vie collective en matière économique et sociale, 7 représentants des organismes qui participent à la qualité de l'environnement, au développement durable et solidaire et à l'animation du cadre de vie et une personnalité qualifiée ;

La section de la culture, de l'éducation et des sports est composée de 23 membres dont 7 représentants des organismes qui participent à la vie culturelle et médiatique, 7 représentants des organismes qui participent à la vie éducative, à l'enseignement, à la recherche et à l'innovation, 4 représentants qui participent à la formation professionnelle et à l'apprentissage, et une personnalité qualifiée.

Introduction :

Dans le cadre du Grand Débat National lancé le 13 janvier 2019, le Conseil Economique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Education de Martinique (CÉSECÉM), assemblée consultative représentant la société civile chargée d'assister le Conseil Exécutif et l'Assemblée de Martinique, a choisi de s'engager en donnant la parole aux citoyens, lors d'une soirée-débat organisée autour des 4 thématiques proposées par le Président de la République :

- **Démocratie et citoyenneté**
- **Organisation de l'Etat et des services publics**
- **Fiscalité et les dépenses de l'Etat**
- **Transition écologique**

Présentation de la démarche :

Pour l'organisation de cette soirée, le CÉSECÉM a souhaité donner les moyens à la population, qui n'a pas toujours l'occasion de se faire entendre, de s'exprimer.

5 vidéos vues par environ 7000 personnes ont été tournées et mises sur la page facebook du CÉSECÉM.

Il s'agit, d'une part d'une vidéo de présentation du CÉSECÉM et des raisons de sa participation au Grand Débat, tournée par le Président du CÉSECÉM, Mr Patrick LECURIEUX-DURIVAL ; et d'autre part, de 4 vidéos d'introduction aux 4 thématiques présentées par les 4 grands témoins :

- Mr **Pascal SAFFACHE**, Universitaire, pour la transition écologique, conseiller du CÉSECÉM
- Mr **Justin DANIEL**, Universitaire, pour la démocratie et citoyenneté, Vice-Président du CÉSECÉM
- Mr **Philippe JOCK**, expert-comptable, pour la fiscalité et les dépenses publiques, membre du bureau du CÉSECÉM

- Mr **Philippe VILLARD**, consultant, pour l'organisation de l'Etat et les services publics, membre du bureau du CÉSECÉM

La méthode choisie est celle :

- d'**écouter**,
- de **recueillir** les propositions faites sur les sujets choisis,
- d'**enregistrer** sous forme de vidéos d'environ 1 minute, des propositions relevant d'autres sujets que ceux proposés durant les échanges
- et de recueillir des propositions écrites qui seraient remises spontanément par les participants.

La soirée débat a duré 5 heures. Elle a rassemblé une centaine de personnes.

Elle était par ailleurs retranscrite en live sur la page facebook du CÉSECÉM, ce qui a permis à une centaine de personnes d'assister également au débat.

En dehors des propositions faites par la salle sur chacune des thématiques, 20 vidéos ont été tournées, 2 propositions écrites ont été remises.

L'ensemble des propositions et des vidéos seront transmises au Président de la République via la plateforme du Grand débat National, mais aussi à l'ensemble des élus de Martinique.

En effet le CÉSECÉM pense que l'opportunité est donnée aux élus et aux administrés, de co-construire les politiques publiques qui découleront des propositions faites.

La soirée Grand Débat est un moment choisi pour écouter, analyser et recueillir les propositions faites par la population.

La soirée grand débat s'est déroulée dans le respect des règles de transparence (les propositions ne seront pas sélectionnées), de pluralisme (la parole devra bien circuler) et d'exhaustivité.

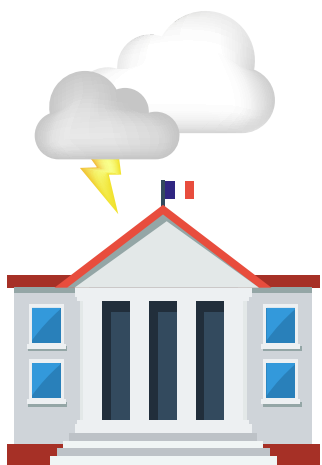


RESTITUTIONS DES PROPOSITIONS

Thématique n° 1 : Démocratie et citoyenneté

La thématique « *La démocratie et la citoyenneté* » a donné lieu à des échanges parfois vifs, faisant néanmoins ressortir des éléments d'un diagnostic souvent partagé, assortis de propositions orientées, d'une part vers **l'amélioration des mécanismes actuels de participation et de fonctionnement de la démocratie**, et d'autre part vers la mise en place de **nouveaux espaces de délibérations collectives**.

1) Des éléments d'un diagnostic partagé



Le constat est unanime : le modèle actuel de démocratie représentative révèle de sérieuses limites. Le lien avec les élus s'est progressivement rompu, créant de la distance et un relatif retrait des citoyens. Une insatisfaction profonde se fait ressentir, alimentée par les tensions permanentes qui traversent la société martiniquaise et leurs conséquences sur le fonctionnement des services publics, souvent jugés déficients.

Des attentes ont été émises en faveur d'une responsabilisation des acteurs locaux et des citoyens, au sens où ils doivent assumer leurs actes en « *faisant davantage preuve de responsabilité* », mais aussi où ils doivent exercer les responsabilités qui sont les leurs, voire davantage, cette dernière remarque s'adressant surtout aux élus.

Sur la base de ce diagnostic ainsi établi, deux orientations ont sous-tendu les débats.

2) L'amélioration des mécanismes de fonctionnement de la démocratie

Les propositions en la matière se sont exprimées selon deux modalités principales :

Sur un mode radical :

- En procédant au remplacement de l'ensemble des élus par un collectif de citoyens ;

Sur un mode plus modéré :

la mise en place d'une série de dispositifs permettant :

- D'organiser des référendums d'initiative citoyenne (RIC)
- De désigner une frange d'élus par tirage au sort à partir d'une liste de citoyens
- De prendre en compte le vote blanc y compris en annulant l'élection s'il est majoritaire
- De rendre le vote obligatoire
- De poser le principe de la révocabilité des élus en cours de mandat et celui du plafonnement, à un niveau inférieur à celui pratiqué aujourd'hui, de leurs indemnités (par exemple le salaire médian en France) ;
- D'organiser des consultations intermédiaires, via par exemple les réseaux sociaux, entre deux mandats électifs ;

- D'obliger les élus à rendre compte en cours d'exécution d'un mandat ;
- De prendre en compte les savoirs et les connaissances des citoyens en les croisant avec ceux issus du monde institutionnel ou de celui de l'expertise ;
- De sensibiliser, dès l'école et tout au long de la vie, les citoyens aux enjeux qui les concernent directement de façon à mieux les impliquer dans la vie de la cité ;
- De rapprocher les citoyens des services publics en aidant, le cas échéant, ceux qui ne peuvent pas y accéder ;
- De mettre à la disposition des citoyens l'information économique.
- De réduire le nombre de parlementaires
- Enfin, une demande a été exprimée en faveur du renforcement du pouvoir des parlementaires.

3) La mise en place de nouveaux espaces de délibérations collectives

L'une des faiblesses de la démocratie représentative, c'est qu'elle fonctionne de manière routinière et par délégation, ouvrant très peu d'espaces de délibérations en dehors des élections. Diverses propositions visent à pallier cette déficience.

- La possibilité de réunir les citoyens intéressés et de solliciter pour éclairer les choix collectifs des comités de sages plutôt que de s'en remettre exclusivement aux élus ;
- La mobilisation des réseaux sociaux au service d'échanges citoyens et avec les élus, notamment pour rendre compte de l'exécution de leurs mandats (cf. supra) ;
- La possibilité, en cas de changement institutionnel, de mettre en place une assemblée « *instituyente* » réunissant les citoyens et chargée d'élaborer des propositions.



Thématique N° 2 : Transition écologique

Constat : Un milieu dégradé | Nos ressources ne sont pas suffisamment utilisées.



Solutions proposées

- **Utiliser nos ressources propres** (énergie photovoltaïque, énergie géothermique, à l'aide de l'électricité produite, développement de véhicules électriques : voitures et vélos (une autre possibilité serait de développer des véhicules au méthane), initier aussi à la récupération d'eau de pluie...
 - **Développer l'autoconsommation** (ce qui fait le lien avec l'utilisation de nos ressources propres), toutefois cela sous-tend la dépollution des sols et des eaux côtières très largement contaminées aux métaux lourds et aux produits organochlorés et organophosphorés.
 - Ce contexte devrait nous amener à **plus d'anticipation**, particulièrement dans le cadre du changement climatique : mettre en place des instruments de mesure visant à quantifier l'élévation progressive du niveau de la mer, mettre en place des zonages de réserve au niveau des PLU,
 - constituer de vraies réserves foncières non spéculatives...
 - Cela devrait nous conduire à **faire sauter certains verrous** ; comment ? :
- En nous appuyant sur de nouveaux leviers économiques, de nouvelles façons de procéder :
 - Développer des filières de formation autour des métiers de la mer (l'université des Antilles devant être un moteur à ce niveau) ;
 - faire appel plus systématiquement à la compétence locale (jeunes diplômés, ingénieurs, universitaires...) ;
 - initier de vrais programmes d'investissement public, sous-tendant potentiellement la création d'emplois ;
 - favoriser l'emprunt pour initier le développement économique, tout autant que la protection du milieu ;
 - mieux structurer les transports pour limiter les pics de pollution, tout en favorisant un aménagement de l'espace plus réfléchi, mieux maîtrisé ;
- **Mieux informer les citoyens, les accompagner dans leurs démarches** de prise de conscience et de protection du milieu et légiférer pour bénéficier d'un cadre encore plus sécurisant (conscientisation de la population).
- **Favoriser le développement de petites structures économiques**, moins polluantes et surtout plus adaptées à l'environnement qui est de plus en plus labile.

Thématique n° 3 : Organisation de l'Etat et des services publics

La première partie des débats sur cette thématique a été consacrée à des constats généraux sur l'organisation de l'Etat, sans focus spécifique sur la situation locale, assortis de quelques propositions.

La seconde partie des discussions s'est centrée sur l'éloignement grandissant des services publics face à des citoyens souvent démunis et fragilisés par la dématérialisation de plus en plus poussée.

Enfin, quelques solutions ont été proposées dans le recours à des contre-pouvoirs susceptibles de jouer un rôle d'intermédiation entre les pouvoirs publics et le citoyen.

1) L'organisation de l'Etat



Plusieurs critiques ont été faites sur le coût de la fonction publique, et surtout sur l'insatisfaction des citoyens vis-à-vis de l'action administrative et la disparition progressive de la notion de service public (cf. aussi point 2).

Constat a été dressé d'une certaine impuissance de l'administration, avec une organisation encore très hiérarchique, d'une certaine opacité des services de l'Etat, d'un manque de liberté d'action des fonctionnaires, d'un défaut de responsabilisation des fonctionnaires, et en particulier du personnel d'encadrement.

Plusieurs exemples ont été donnés à l'appui de ces remarques, concernant le rapport avec l'administration des impôts (pour la difficulté à être reçu, à trouver le bon interlocuteur, à obtenir une réponse...), la DAAF (pour le développement de l'agriculture bio), la Préfecture (pour la réglementation sur l'élagage des arbres),... mais visant aussi la Collectivité Territoriale de Martinique (absence d'organigramme fonctionnel, entraînant une difficulté à comprendre l'organisation de la structure et trouver le bon interlocuteur)

Parmi les propositions qui ont été faites, on note :

- Une demande de réorganisation en profondeur de la structure de l'administration qu'elle soit d'Etat ou des collectivités locales.
- Une demande de révision du périmètre d'intervention de l'Etat dans le cadre de la décentralisation, avec une répartition cantonnant l'Etat dans ses fonctions régaliennes, et surtout un appel plus conséquent à l'économie sociale et solidaire et même au secteur privé pour l'exercice de certaines missions.
- Une responsabilisation de l'Etat, avec plus de contrôle du Ministère des Finances, une meilleure application des rapports de la Cour des Comptes, la systématisation des études d'impact des lois qui ne doivent pas se cantonner à des rapports de présentation, une stabilisation des lois et règlements qui changent trop souvent, et un renforcement de la formation des fonctionnaires.
- Une réforme du droit administratif visant à plus de contrôle des services de l'Etat, dans le respect des lois et de leurs obligations réglementaires.
- Et pêle-mêle : le retour au septennat avec des Députés élus pour 5 ans, l'élection du Premier Ministre, la diminution du nombre des Députés et Sénateurs, la diminution du nombre de communes par regroupements forcés.



2) Les services publics

Les critiques essentielles, qui ont été faites à l'organisation des services publics, concernent :

- leur déshumanisation, notamment par la disparition progressive de la fonction d'accueil et d'orientation du public,
- leur éloignement (au sens propre comme au sens figuré) des citoyens par recherche d'économies d'échelle en les regroupant, en les mutualisant, ce qui induit souvent pertes de temps et difficultés d'accès, surtout compte tenu des spécificités martiniquaises dans l'organisation des transports en commun,
- leur dématérialisation qui met les plus fragiles (les personnes âgées, les personnes en situation de handicap) dans des situations qui risquent de les exclure et de les éloigner de leurs droits.

Pour y faire face, ont été proposés : un retour de l'humanisation des services publics avec les fonctions d'accueil, de conseil, d'orientation,

de suivi ; la mise en place d'une mesure de la satisfaction des administrés pour permettre aux citoyens de s'exprimer sur les difficultés vis-à-vis des services publics (enquêtes de satisfaction) ; la poursuite et l'accélération de la simplification des procédures, qui entrainera de fait une facilitation dans les rapports avec les services publics (ce qui est vrai aussi pour les rapports avec l'administration) ; redonner du sens au service public à travers un nouveau modèle à trouver.

Enfin, plusieurs intervenants ont appelé à un sursaut (ou à une prise de responsabilité) des contre-pouvoirs face à l'Etat et à l'administration,

- de la presse,
- des syndicats,
- des associations
- des corps intermédiaires.

Certains ont même appelé à une mobilisation générale, à une mobilisation populaire ou à une mobilisation citoyenne.

Thématique n° 4 : Fiscalité et les dépenses de l'Etat

Beaucoup de choses ont été dites sur la fiscalité et sur le poids de l'impôt.



- Le système fiscal français a été jugé trop complexe, et trop changeant.
- Il a été demandé plus de stabilité, plus de lisibilité, et d'évaluation des politiques publiques.
- Les niches fiscales ont fait l'objet de remarques : 500 niches fiscales, évaluées à 100 milliards.
- Certains proposent de les supprimer et d'autres de les orienter vers le secteur social.
- L'octroi de mer, impôt indirect qui alimente le budget des collectivités, a fait l'objet de quelques échanges : la question s'est posée de la recherche de nouvelles ressources pour ces collectivités et de l'impact sur le coût de la vie.
- Une proposition a été faite d'élargir la base de l'octroi de mer aux services, avec une attention à porter sur l'usage qui pourrait être fait par les collectivités de ces ressources supplémentaires.
- Dans le prolongement de ce qui avait été évoqué après 2009, la proposition a été faite de diminuer l'octroi de mer et la TVA pour une centaine de produits de première nécessité.
- Un participant a rappelé qu'il fallait rapprocher les prélèvements fiscaux des services publics mis à disposition de la population.
- Nous avons noté aussi l'importance de la dette, et au fait que le poids des intérêts dans le budget de l'Etat faisait perdre à la France une partie de sa souveraineté.
- La nécessité d'un budget national en équilibre a été formulée.
- Une demande de plus de décentralisation avec le maintien des missions régaliennes au niveau de l'Etat, a été faite.
- Une proposition a été formulée en faveur du développement du monde associatif, générateur d'emplois.
- Un sujet qui fait le lien avec la défiscalisation du bénévolat.

- La taxation en France de tous les gains qui y sont réalisés a été réclamée.
- L'observatoire des prix, des marges et des revenus, mis en place après 2009, n'aurait conservé que la composante prix.
- Il a été regretté que l'analyse des revenus ait disparu des travaux de l'observatoire.
- L'ISF a été évoqué par plusieurs participants qui réclament son rétablissement.
- Un intervenant a parlé de l'impôt sur le revenu et de la nécessité de le faire payer par tous.
- La suppression de la CSG sur les retraites a été proposée.
- La réduction de l'abattement de 30 % de l'impôt sur le revenu a été évoqué et le souhait formulé que les sommes soient fléchées vers les territoires où l'impôt a été prélevé : faire en sorte que les sommes prélevées en Martinique, reviennent à la Martinique, dans le cadre du fond exceptionnel d'investissement.
- Enfin, des interrogations sur le caractère juste ou injuste de cet impôt ont été émises.
- La question de la sur-rémunération des fonctionnaires a été posée.
- Des interrogations sur le contrôle de l'utilisation des fonds publics, et notamment sur l'efficacité de certaines subventions ont été formulées.



CONTRIBUTIONS DU PUBLIC SUR D'AUTRES SUJETS

- Obliger les allocataires à participer à la vie citoyenne
- Réformer le code de l'urbanisme en matière de délivrance de permis de construire : pour contraindre chaque constructeur à s'inscrire dans le développement durable en rendant la récupération des eaux de pluies obligatoire, en dénudant moins les sols pour réduire les risques d'inondations.
- Mettre en place des aides écologiques pour faciliter le développement des panneaux photovoltaïques ou solaires pour l'éclairage public et individuel
- Sensibiliser et éduquer les populations aux dangers des UV sur la santé des populations

Voir le débat en intégralité




CÉSECÉM



LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL,
ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE
ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE